



MOSCOU

ORGANE DU 3^e CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N^o 9. Vendredi 3 Juin 1921

Direction: Dénéjny 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. -77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaia 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

L'ALARME DEVANT LE GRAND CONFLIT.

Il s'est constitué depuis la fin de la guerre mondiale deux grands centres d'attaque, les antagonismes anglo-américain et japono-américain.

La presse des trois pays en question suit avec une attention croissante les progrès économiques des deux autres pays alliés, leurs armements et tout leur jeu d'échecs diplomatique. Le Japon et l'Angleterre demandent contre qui les Etats-Unis de l'Amérique du Nord bâtissent leur flotte, après que la flotte allemande repose au fond des mers. L'Amérique pose une question analogue aux deux autres alliés. Lorsqu'apparut le rapport de Lord Jellicoe, dans lequel cet éminent officier de la marine anglaise réclame la création d'une flotte colossale pour défendre l'Australie et les Indes, le grand artisan de mensonges de l'Angleterre, Lord Northcliffe, ne pouvait naturellement pas expliquer aux Japonais que l'Amirauté anglaise songeait à bâtir cette flotte pour la mettre au service du Japon!

Les discussions poursuivies dans la presse anglaise au mois de décembre dernier au sujet des armements navals étaient remplies de l'idée du danger américain, et ce danger américain était fondé non seulement sur les armements mais surtout sur la concurrence économique des Etats-Unis. La croissance des exportations américaines, non seulement sur les marchés neutres, non seulement dans les pays alliés, mais même en Angleterre et dans les colonies anglaises, a montré à l'Angleterre que du point de vue économique elle avait bien perdu la guerre. Les querelles entre l'Amérique et le Japon pour les îles Havaï, les querelles pour Tein-tsein et Vladivostok ont jeté de temps à autre des lueurs d'éclairs sur la situation. Il semblait en outre que les Etats-Unis de l'Amérique du Nord ne s'étaient retirés de la politique européenne que pour pouvoir agir d'autant plus délibérément dans les questions du Pacifique.

Il semble maintenant que de grands changements s'annoncent en bien des domaines dans les relations mutuelles entre ces différents Etats. La visite du prince héritier japonais en Angleterre, où il fut reçu en grande pompe par le roi, sembla annoncer un rapprochement plus intime entre le Japon et l'Angleterre. Mais tout aussitôt arriva à Londres le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, Harwey, qui prononça un grand discours dans lequel il annonça avant tout le retour des Etats-Unis dans la politique européenne. Bien que le gouvernement des Etats-Unis ne reconnaisse pas la Ligue des Nations, dit-il, il est décidé à participer, la main dans la main avec l'Angleterre, aux Conseils des Alliés pour résoudre les questions continentales, dans la mesure où elles intéressent l'Amérique. Cette façon de parler ne faisait qu'exprimer le fait accompli. Ce sont les Etats-Unis qui, d'accord avec l'Angleterre, ont empêché l'occupation de la Ruhr par les Français, et ce sont eux qui ont en même temps imposé des droits de douane aux exportations allemandes. Le rapprochement des deux démarches montre de quoi il retourne. Sous la pression de la crise mondiale, qui les secoue principalement, les deux Etats anglo-saxons cherchent d'une part à sauver l'Allemagne pour en faire un marché d'écoulement pour leurs marchandises, d'autre part à se protéger eux-mêmes contre la concurrence allemande. Lloyd George a répondu au discours de Harwey par un cri d'alarme à l'adresse du monde capitaliste. Il a déclaré que si la guerre mondiale n'était pas la dernière de toutes les guerres, l'univers tout entier cette fois-ci serait changé en cendres. Il s'est félicité du retour de l'Amérique dans le Conseil des Alliés, comme d'un rayon d'espoir. A cette déclaration de Lloyd George se joignent les nouvelles concernant les tractations prochainement attendues entre l'Amérique et l'Angleterre pour mettre un terme à la course aux armements.

Toutes ces informations et ces combinaisons éveillent dans une fraction de la presse capitaliste des espérances nouvelles: peut-être les pillards impérialistes arriveront-ils à s'entendre sur le partage

du butin, afin qu'une paix et un calme véritables règnent enfin dans l'univers.

Nous, au contraire, nous tenons toutes ces conversations et ces détenteurs comme les symptômes d'un extrême danger, que les hommes d'Etat capitalistes voient, mais qu'ils ne peuvent pas écarter. Après la crise marocaine de 1911, Grey, Haldane et Bethmann-Holweg n'ont pas non moins bien vu le danger que Lloyd George ne le pressent aujourd'hui. Ils ont tenté de se tirer d'affaires au moyen d'ententes et de détenteurs. Mais dans le monde impérialiste anarchiste reposant sur la concurrence les habiletés diplomatiques sont apparues comme moins fortes que les instincts de rapine des groupements antagonistes de capitalistes. Le monde capitaliste s'est plongé dans la guerre mondiale sans que ses hommes d'Etat l'aient voulu.

Mais, si nous sommes d'avis que le monde capitaliste est incapable de surmonter les antagonismes qui le déchirent, il n'en résulte aucunement que les efforts des gouvernements ne puissent pas aboutir, au moins pour un temps, à constituer un front commun contre le prolétariat et à atténuer ces antagonismes internes. C'est pourquoi les efforts des hommes d'Etat capitalistes pour arriver à leur réconciliation mutuelle doivent susciter chez les prolétaires révolutionnaires de tous les pays des efforts d'autant plus énergiques pour rétablir leur unité dans l'attaque contre le monde capitaliste. Aussi bien la situation actuelle dans ce monde est telle que les gouvernements capitalistes, avec tous leurs efforts de réconciliation et de consolidation, ne sont guère capables que de prolonger les souffrances des masses populaires.

K. RADEK.

Le mouvement ouvrier aux Etats-Unis.

Si l'on se place au point de vue de l'Occident, les Etats-Unis ne possèdent qu'un mouvement ouvrier des plus retardataires. Il n'est pas rare d'y voir des millionnaires à la tête d'un syndicat. La malhonnêteté et la concussion y règnent effrontément. Plus d'un bureaucrate syndical a été convaincu de corruption et emprisonné. D'autres ont été pris sur le fait au moment même où ils acceptaient des pots de vin. Mais ils n'en demeurent pas moins à la tête des organisations. Mais ce qui peut-être montre le plus clairement à quel point le mouvement syndical américain est en retard, c'est sa sortie de l'Internationale Jaune d'Amsterdam sous prétexte que cette association réactionnaire est encore "trop révolutionnaire" pour lui.

D'après les principes de Marx, les pays possédant un capitalisme avancé doivent avoir aussi un mouvement ouvrier hautement développé. Cette vérité se constate à travers le monde entier. La seule exception importante, ce sont précisément les Etats-Unis. Dans ce pays nous voyons en effet coexister le plus avancé et le plus agressif des capitalismes avec le mouvement ouvrier le plus retardataire, le plus réactionnaire qu'il y ait au monde.

D'où provient ce fait paradoxal? Quelle est la cause de ce conservatisme étrange de la classe ouvrière américaine en face de son vigoureux antagoniste, le capital? Nombreux sont les facteurs responsables de cet état de choses: le plus important, le plus décisif de tous, c'est la tactique erronée suivie depuis longtemps par les révolutionnaires américains.

Cette tactique est ce que nous pouvons appeler le syndicalisme double. Il y a environ trente ans, toute l'aile gauche du mouvement révolutionnaire américain se mit en tête que les syndicats étaient condamnés et que les révolutionnaires devaient s'efforcer de constituer un mouvement ouvrier entièrement nouveau. Ce point de vue devint aux Etats-Unis comme une vérité d'évangile. Et c'est pourquoi, pendant une longue suite d'années, on livra une guerre acharnée aux anciens syndicats, afin de les détruire, et on appliqua toute l'intelligence et toute l'énergie de la classe ouvrière à la création d'un mouvement syndical nouveau.

Mais l'une et l'autre partie du programme étaient vouées à l'échec. En

premier lieu, les anciens syndicats loin de périr, crurent infiniment en extension et en force. En second lieu toutes les tentatives faites pour ébaucher un mouvement ouvrier nouveau demeurèrent sans résultat. A l'heure qu'il est, les quelques syndicats révolutionnaires, plongés dans d'interminables querelles intestines, ne sont qu'un infiniment petit en face du grand mouvement syndical.

Nous en venons à l'explication du conservatisme qui forme la caractéristique du mouvement ouvrier américain. Les révolutionnaires, comme nous l'avons indiqué, se sont montrés impuissants à briser les anciens syndicats, mais du point de vue révolutionnaire ils leur ont porté un dommage très sensible. Ils n'ont pas cessé en effet d'enlever à ces syndicats leurs meilleurs militants, les ouvriers les plus avancés, en un mot les seuls éléments qui auraient pu être pour eux une source de vie. En prêchant constamment qu'il n'y avait aucun espoir à fonder sur les anciens syndicats et qu'il fallait les abandonner absolument, les révolutionnaires en ont fait sortir des milliers d'excellents ouvriers, tandis que des milliers d'autres, gagnant par leur propagande, sapaient les syndicats dans leur sein même. De toute cela il résulte que les minorités révolutionnaires organisées furent hors d'état de se développer à l'intérieur des anciennes organisations et que la suprématie de la bureaucratie révolutionnaire se trouva affermie.

Qu'on nous permette une comparaison. Nous voyons en Angleterre les syndicats se pénétrer rapidement d'esprit révolutionnaire. Cela est dû uniquement à ce que la minorité révolutionnaire a eu le bon esprit de demeurer à l'intérieur de ces syndicats. Que serait-il advenu au contraire du mouvement anglais, si cet élément révolutionnaire vivifiant l'avait quitté depuis 25 ans et n'avait cessé depuis lors de le combattre avec fanatisme et opiniâtreté? Il est presque certain que dans ce cas les syndicats anglais auraient été réduits à une situation identique à celle des syndicats américains.

En présence de ce séparatisme des révolutionnaires, est-il étonnant que les syndicats américains soient conservateurs? Comment pourrait-il en être autrement? Devons-nous attendre que les conservateurs deviennent d'eux-mêmes révolutionnaires? Pareille pensée serait absurde. Avec des révolutionnaires qui les abandonnaient systématiquement et qui les ont combattus pendant un quart de siècle, il n'y a pas à s'étonner que les syndicats américains se soient contaminés de conservatisme. Il faudrait plutôt s'étonner de ce qu'ils ont survécu malgré tout.

En un mot la cause première de la faiblesse du mouvement ouvrier en Amérique, c'est que les éléments révolutionnaires ont subi une longue crise de "maladie infantile". Ils ont donné leurs efforts à de vaines utopies, laissant intact le seul travail réellement utile pour le mouvement.

Nous observons heureusement des symptômes de convalescence. Les déclarations de la III^e Internationale, les écrits de Lénine, Lovovsky, Radek, Zinoviev, etc, dénonçant la folie qu'il y a à abandonner les masses ouvrières organisées et surtout notre amère expérience, tout cela a produit un effet salutaire. Déjà des minorités révolutionnaires sont en voie d'organisation à l'intérieur de plus d'un syndicat. C'est la chose qui jusqu'à présent n'avait jamais été entreprise sérieusement.

L'ouvrier américain, bien qu'il ne soit pas nettement révolutionnaire est naturellement militant. Tout ce qu'il voit autour de lui l'incite à le devenir. Si l'occasion lui est fournie, si les révolutionnaires savent s'y prendre, s'ils parviennent à constituer à l'intérieur de tous les syndicats des minorités organisées, si, enfin, ils enseignent à l'ouvrier le chemin à suivre, ce dernier ne manquera pas de récompenser leurs efforts et il ne se passera pas longtemps avant que le mouvement américain occupe la place qui lui appartient aux côtés des organisations ouvrières les plus agissantes et les plus combattives de l'univers.

W. FOSTER.

Notre Commerce Extérieur.

On peut dire que le commerce extérieur de la Russie Soviétique a commencé au printemps de 1920, par la conclusion du traité avec l'Esthonie. Jusqu'alors, il n'y avait eu depuis la fin de 1919 que des achats irréguliers d'objets filtrant illégalement à travers les frontières des Etats limitrophes. Vers la même époque certaines branches de notre industrie, auxquelles les nécessités militaires avaient imposé leurs exigences colossales, commençaient à épuiser les stocks de ceux de leurs matériaux qu'elles recevaient ordinairement de l'étranger, et pour combler le déficit nous étions obligés bon gré mal gré de mettre en œuvre tous les moyens jusque et y compris le commerce de contrebande. Cette période fut extrêmement courte et la pratique montra qu'il était impossible d'attendre de pareils procédés aucun résultat sérieux. Les marchandises reçues étaient souvent de qualité inférieure, les conditions de réceptionnement à la frontière au milieu des hostilités, ne nous permettaient pas de nous défendre contre le manque de conscience des fournisseurs. En outre ces achats étaient accomplis par petites quantités, à des prix exorbitants, et absolument inefficaces au point de vue économique.

Le Commissariat du Commerce Extérieur prit toutes les mesures pour cesser ce commerce, qui fut bientôt interdit par une décision du Conseil des Commissaires du Peuple, dès qu'apparut la possibilité de créer les fondements d'un appareil commercial un tant soit peu normal.

C'est vers le milieu de 1920 que notre commerce extérieur commença à prendre des formes plus saines. Mais les relations commerciales demeuraient encore très insignifiantes. La paix avec l'Esthonie perça une première brèche, bien faible, dans le blocus qui nous entourait, et à travers cette brèche les marchandises se frayèrent un chemin.

Les débuts de nos importations remontent au 18 avril 1920. La possibilité d'écouler avantageusement leurs produits incita d'abord les spéculateurs, ensuite les représentants de maisons plus sérieuses, à faire des propositions à nos délégués. Les premiers achats s'opèrent sans aucun plan. Nous achetions à la hâte les articles les plus indispensables à la Russie affamée. Ainsi nous acquîmes en Esthonie des semences de pommes de terre, en Suède des machines agricoles et autres, au Danemark des graines etc.

En mai 1920 partit la délégation commerciale présidée par Krassine. Elle réussit sur sa route à conclure une série de marchés concernant des machines agricoles et des locomotives. Dès lors il était clair que les obstacles matériels mis à notre commerce extérieur commençaient à tomber. Le blocus a fait faillite.

Les premiers travaux pour la composition d'un plan d'importation remontent au milieu de 1920.

En principe le plan d'importation doit exprimer tous les besoins de la République en marchandises étrangères. Il est composé d'après les déclarations des services centraux, envoyées par eux au Conseil du Commerce Extérieur, où elles servent de matériaux à l'élaboration de ce plan. Toutes les demandes d'importation sont réparties en diverses catégories, modifiées conformément aux disponibilités financières de la République, et enfin passent par toutes les instances légales pour arriver à l'appareil du Commerce Extérieur, qui les réalise.

La première année de notre commerce extérieur ne donna aucun résultat sensible. La chose est compréhensible, puisque les premiers pas timides pour la régularisation des achats à l'étranger ne furent faits que vers le milieu de l'année. En outre l'exiguïté des ressources, l'imperfection des services commerciaux, chose plus grave encore, l'extrême étroitesse des échanges possibles ne permettait pas de développer une grande activité.

Il a été importé en Russie pendant l'année 1920: 5.223.000 pouds de marchandises diverses. L'extrême insuffisance de ce chiffre deviendra évidente si nous le comparons aux importations de 1913. Il représente en effet 5% environ des importations de la Russie avant la guerre.

La place dominante dans nos importa-

tions de 1920 est occupée par les trois groupes suivants:

Combustible	43,5%
Denrées alimentaires	23,1
Métaux et articles de métal	14,6
Total	81,2%

La place occupée dans nos importations par ces trois groupes de marchandises est très caractéristique de notre situation économique, qui exige avant tout du combustible, des métaux, et des articles de métal. Les „denrées alimentaires“ comprennent surtout des produits destinés à la population et des semences de pommes de terre pour la culture maraîchère.

Pour les autres groupes, les importations se répartissent de la façon suivante:

Papier et publications diverses 519.743 pouds (dont 518.887 pouds de papier); produits chimiques 124.216 pouds (dont 77.085 pouds d'extrait de chène pour la tannerie); produits animaux 99.897 pouds (dont 79.066 pouds de cuir et 19.067 pouds de chaussures).

Les exportations sont restées encore inférieures aux importations. Elles ont en effet commencé sensiblement plus tard et, dans ce domaine, le blocus a conservé sa force jusque dans ces derniers temps. En outre le mauvais état de la statistique économique et des transports dans notre pays épuisé et désorganisé constitue un très sérieux obstacle au développement rapide d'un commerce extérieur normal où les importations seraient compensées dans une mesure plus ou moins sérieuse par des exportations correspondantes.

En 1920 il a été exporté de Russie 655.246 pouds de marchandises diverses, c'est-à-dire à peu près 12% de nos importations. Les exportations se répartissent de la façon suivante:

Produits alimentaires	262.852 pouds
Matières premières et semi-produits	391.987 pouds
Produits manufacturés	457 pouds

Dans le premier groupe sont compris le blé, pour 194.725 pouds (en Italie), le caviar, le tabac et le vin. Dans le second groupe—le bois (276.492 pouds), le lin (89.811 pouds), puis en petites quantités le réglisse, santoline, lycopode, boyaux, ciment, peaux et fourrures. Parmi les objets manufacturés une proportion importante est fournie par la verrerie, le savon, les articles de bois, principalement pour la Perse.

Tels sont les résultats peu brillants de 1920.

Le commerce extérieur devient sensiblement plus actif en 1921.

Pendant les quatre premiers mois de cette année il a été importé 5.076.859 pouds, c'est-à-dire à peu près autant que dans toute l'année passée et exporté 1.082.000 pouds, c'est-à-dire presque le double de l'année dernière.

Comme auparavant la place dominante est occupée par le combustible, les denrées alimentaires et les métaux, mais la proportion est quelque peu modifiée.

Au premier rang est toujours le combustible	32%
Au second rang sont les métaux et articles de métal	21,6%
Puis les denrées alimentaires de toutes sortes	19,1%
Total	72,7%

Dans le groupe „combustible“ le premier rang est occupé par le charbon (1.777.805 pouds). Dans le groupe „métaux et articles de métal“ nous trouvons surtout des machines agricoles (451.380 pouds), puis divers instruments (86.400 pouds) et le plomb (85.300 pouds). Dans le groupe „denrées alimentaires“ nous trouvons les pommes de terre (306.739 pouds), puis le riz (254.992 pouds), le poisson (187.071 pouds), les haricots (137.000 pouds). Parmi les autres objets d'importation on peut signaler le papier 527.330 pouds, les chaussures 183.000 pouds, les graines de lin 96.000 pouds, les extraits de chène 67.000 pouds.

Les chiffres concernant les exportations pour les quatre premiers mois de 1921 méritent une particulière attention. Malgré les circonstances défavorables, nos exportations ne cessent d'augmenter. La preuve en est fournie avant tout par le chiffre total. En 1920, pendant 8 mois de commerce actif, nous avons exporté 665.000 pouds, en quatre mois seulement de 1921, nous avons exporté 1.018.944 pouds.

Si nous considérons les divers groupes, nous obtenons le tableau suivant:

	1920	1921
Matières premières et semi-produits . . .	412.113 p.	944.293 p.
Denrées alimentaires	263.487 p.	71.237 p.
Produits manufacturés	457 p.	3.414 p.
Les exportations ont surtout augmenté sur les articles suivants:		
Poutres, traverses et planches	276.492 p.	546.398 p.
Lin	89.811 p.	154.959 p.
Chanvre	—	77.297 p.
Potasse	9.516 p.	53.266 p.
Résidus de graines oléagineuses	—	60.000 p.
Tabac en feuilles	740 p.	15.241 p.
Ciment	19.330 p.	29.990 p.

Les principaux chiffres rapportés ci-dessus peuvent donner une idée assez claire de la situation dans laquelle se trouve actuellement le commerce extérieur de la République.

Telles sont nos perspectives d'avenir? Pour répondre à cette question il faut considérer attentivement les causes objectives qui avaient jusqu'ici paralysé les efforts du Pouvoir des Soviets pour rétablir des relations économiques normales avec le monde bourgeois.

L'obstacle le plus sérieux au développement de notre commerce extérieur était la politique de blocus et d'isolation par laquelle l'Entente espérait briser la révolution russe. Cette politique, comme nous le savons, a fait faillite, mais il n'y a aucunement lieu de croire que nous avons supprimé toutes les barrières politiques qui nous séparent du grand marché mondial.

Nous avons pu il est vrai ouvrir une large brèche dans le blocus, conclure la paix avec l'Esthonie, la Lettonie, la Finlande, la Lithuanie et la Pologne, signer un accord commercial avec la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Nous pouvons être certains que très prochainement des traités et des accords semblables seront conclus avec presque tous les pays capitalistes.

Mais ces traités tout en garantissant partiellement la sécurité juridique de nos délégations commerciales sont loin de résoudre toutes les questions qui régissent les relations d'affaires entre ces pays et la Russie Soviétiste. Encore maintenant l'Entente trouve le moyen de mettre toutes sortes d'obstacles à la réalisation de notre or et de nos marchandises. C'est seulement par une lutte acharnée et si nous sommes soutenus par la classe ouvrière occidentale que nous pouvons espérer triompher des dernières barrières posées par la réaction internationale.

Néanmoins il est clair dès maintenant que les temps les plus durs sont passés. On peut déclarer avec certitude que l'heure est proche où la Russie Soviétiste sera admise comme une égale parmi les puissances européennes.

Mais outre les causes politiques qui entravent notre commerce extérieur nous avons à surmonter les graves facteurs économiques intérieurs qui retardent le développement de la Russie et ses facultés de pays exporteur.

Jusqu'à ce jour, comme on a pu le voir par les chiffres ci-dessus, nos importations ont été basées presque uniquement sur notre or. Les exportations étaient trop faibles pour couvrir même une faible partie des dépenses nécessaires au rétablissement de l'industrie et de l'agriculture soviétistes.

Comme nous l'avons déjà dit, un des principaux obstacles au développement des exportations et à la constitution d'un fonds de marchandises à cet effet, vient du mauvais état des transports et des services commerciaux. La question des transports dépasse notre compétence. Nous pouvons seulement indiquer que le commerce extérieur peut faire beaucoup pour améliorer la situation des voies de communication. Dans la seule année 1920, nous avons pu commander à l'étranger plus de 1.500 locomotives et importer une quantité relativement considérable de matériel de chemin de fer de toutes sortes. Les locomotives commandées en Suède et en Allemagne ne seront sans doute pas prêtes en un mois. Mais néanmoins d'après les traités conclus par nos représentants avec les plus gros constructeurs, les premières locomotives doivent être prêtes et rendues en Russie vers le mois de juin 1921.

La situation est bien meilleure en ce qui concerne la réforme des services chargés de rassembler les matières premières. La réquisition, qui, vu les nécessités militaires, avait été jusqu'à présent le mode presque unique d'approvisionnement en matières premières pour l'exportation, peut actuellement être considérée comme abandonnée. Les nouvelles méthodes ne sont pas encore définitivement établies, mais la voie indiquée par le X-ème Congrès du Parti Communiste permet de prévoir de grosses améliorations dans ce domaine. Au lieu de la réquisition, nous avons l'impôt en nature, qui permet aux paysans d'échanger librement les produits qui lui restent après versement de l'impôt. La mission de rassembler ces produits, matières premières ou denrées alimentaires est confiée avant tout aux coopératives, qui, grâce à leur savoir faire et à leur appareil largement développé, sauront sans aucun doute apporter

l'ordre voulu dans ce service énorme et exceptionnellement important.

Nous pouvons donc espérer que le problème de la constitution d'un fonds d'importation sera résolu de façon satisfaisante. Nous pouvons terminer cet aperçu rapide des travaux difficiles exécutés par le Commissariat du Commerce Extérieur avec la pleine conscience que les principales difficultés entravant nos échanges avec l'étranger, sont aujourd'hui surmontées.

En entrant sur le marché mondial, la Russie Soviétiste devient nécessairement un des facteurs actifs qui agissent sur l'arène économique universelle. Hostile par sa nature même à tous les rivaux qui comprennent les puissances impérialistes, battues sur les fronts successifs de l'intervention, de la guerre civile et du blocus. Mais sur ces fronts déjà ils ont pu éprouver le rôle et l'importance de la solidarité prolétarienne internationale. Cette solidarité est pour la Russie Soviétiste un gage de succès sur le front économique mondial. Les débuts du commerce extérieur russe posent une série de problèmes internationaux complexes à la solution desquels tout le monde prolétarien est foncièrement intéressé.

A. LEJAVA.

Moscou, 19 mai 1921.

Chez les Blancs.

Le 29 mai à Reichenhalla a commencé le congrès des monarchistes russes. Les séances ont lieu à huis-clos. „Le Roule“ s'efforce de marquer sa position à l'écart des monarchistes. Le journal estime que ce congrès est une entreprise mort-née.

A TOUS LES DELEGUES.

La Section d'organisation et d'Information du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, à partir du 1er juin a été transportée de la chambre 168 de l'hôtel „Luxe“ à l'adresse suivante: Tverskaïa 15. Téléphone 2-24-97, 2-74-42 et 1-37-67.

Prochaines Conférences.

—Le 4 juin à une heure de l'après-midi, à l'hôtel Continental, Stoutchka, membre du Collège du Commissariat de la Justice, fera une conférence sur le sujet suivant: „La structure du pouvoir des Soviets et le droit soviétiste“.

La Conférence sera donnée en allemand et traduite immédiatement en anglais et en français.

—Le 6 juin Pétrovsky, directeur général des écoles militaires, parlera de l'organisation militaire de la République Soviétiste.

—Le 9 juin une conférence sera donnée sur l'instruction publique en Russie par le Commissaire du Peuple, Lounatcharsky.

Chacune de ces conférences sera accompagnée d'une excursion dans les institutions et organisations dont il aura été question.

CONFERENCE PANRUSSE DU PARTI COMMUNISTE.

Discours de Lénine sur l'impôt alimentaire.

suite.

Voilà pourquoi les camarades commettent une faute, une erreur, en ne comprenant pas les raisons pour lesquelles la plus grande attention doit être accordée actuellement au paysan.

Quand nous disons: „Il faut placer nos rapports avec le paysan sur le terrain de l'impôt et non des réquisitions, quel est le facteur économique principal de cette politique? C'est que dans le système des réquisitions les petites exploitations agricoles n'ont pas de base économique. Elles n'ont pas d'intérêt à consolider leur activité et à accroître la quantité de leurs produits, elles ne peuvent pas se développer et dépérir. Il faut donc créer une autre base et d'autres ressources. D'un autre côté sans la concentration entre les mains de l'Etat de grandes réserves d'approvisionnement il ne peut être question de rétablir la grosse industrie. C'est pourquoi en premier lieu nous adoptons une nouvelle ligne de conduite capable de changer la base de notre approvisionnement.

Nous mettons en œuvre cette politique pour nous créer des réserves nécessaires au rétablissement de la grosse industrie, pour éviter ainsi les à-coups et pour préserver le prolétariat de la nécessité de recourir aux moyens anti-prolétariens dans la lutte pour l'existence. Car étant donné les tristes conditions de la réalité les prolétaires sont contraints à se procurer des moyens d'existence d'une façon anti-

prolétarienne, par la spéculation petite-bourgeoise. Ils échangent les produits qu'ils ont pu se procurer, soit par vol soit par travail clandestin à la fabrique socialisée, contre des produits agricoles. C'est là notre principal danger économique, un danger énorme pour l'existence même du régime soviétiste.

Pour qu'à l'heure actuelle le prolétariat réalise sa dictature, il faut qu'il se sente en tant que classe un terrain solide sous les pieds; or ce terrain lui échappe. Les interruptions répétées, ou l'arrêt des grandes fabriques, condamnent le prolétaire à agir soit comme un spéculateur, soit comme un petit producteur. Pour l'en empêcher, il n'est pas de sacrifices assez grands que nous ne devions nous imposer dans la période de transition. Pour assurer le rétablissement, lent peut être, mais continu de notre grosse industrie, nous ne devons pas nous refuser à accéder aux demandes des capitalistes étrangers. Au point de vue de l'édification socialiste, il nous est encore avantageux de leur payer des centaines de millions pour recevoir les machines et les matériaux qui serviront à rétablir notre grosse industrie. Car ainsi sera créée la base économique du prolétariat.

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires prétendaient qu'il fallait renoncer à la dictature du prolétariat sous prétexte que ce dernier était déclassé. Ils l'ont crié depuis 1918, et il faut s'é-

tonner qu'il ne soient pas fatigués de le répéter encore en 1921. Quand nous entendons ces attaques, nous ne répondons pas qu'il n'y a pas déclassification. Non. Nous disons simplement que la situation russe et internationale est telle que, même lorsque le prolétariat traverse la période de déclassification, il reste néanmoins capable de conquérir le pouvoir et de s'y maintenir.

Prétendre que la déclassification du prolétariat ne soit pas un désavantage serait ridicule et sot. Au début de 1921 nous avons vu, après la liquidation de nos ennemis extérieurs, que le plus grand péril, le plus grand mal résidait dans l'impossibilité où nous étions d'assurer un travail continu au petit nombre des grandes entreprises qui nous restaient. Sans la base économique, il ne peut y avoir un pouvoir politique ouvrier solide. Pour assurer un rétablissement sans à-coups de la grosse industrie, nous devons avant tout songer à nous constituer un stock alimentaire, disons de 400 millions de pouds, quantité nécessaire pour assurer les distributions régulières. Nous ne pourrions pas constituer ce stock—la chose est incontestable—par la voie des réquisitions. La campagne d'approvisionnement 1920-1921 l'a prouvé. Nous ne pourrions pas atteindre notre but avec les anciennes méthodes. Nous devons en élaborer de nouvelles. La solution du problème, c'est l'impôt alimentaire et l'établissement de rapports équitables avec les paysans considérés comme petits producteurs. Cette tâche présente d'énormes difficultés, néanmoins on doit la remplir.

Nous avons dépensé pas mal d'efforts pour démontrer la chose théoriquement. Il me semble, pour autant qu'on peut

juger d'après la presse du parti et d'après les discussions de nos réunions, que la possibilité de résoudre le problème est prouvée théoriquement. Tout en conservant entre les mains du prolétariat les transports, les grandes usines, la base économique à côté du pouvoir politique, nous devons laisser une certaine liberté aux paysans en tant que petits producteurs. Si nous n'obtenons pas un renouveau dans l'exploitation agricole, nous ne saurons pas trancher la question alimentaire. C'est dans ces cadres que nous devons poser la question de la petite industrie basée sur la liberté du commerce. Au moyen du commerce libre, des relations économiquement stables s'établiront entre les ouvriers et les paysans.

Nous avons maintenant des données de plus en plus précises sur la production agricole. Je ne sais pas si elles seront établies d'une façon définitive avant la clôture de la conférence. Nous prenons toutes les mesures pour y parvenir, mais ne pouvons pas le promettre. Nous prenons également toutes les mesures pour établir le plus exactement possible l'état des exploitations agricoles et les ressources dont nous disposons.

Certaines données permettent de croire que nous pourrions résoudre notre problème économique, surtout cette année où les prévisions concernant la récolte ne sont pas très mauvaises ou plutôt moins mauvaises que celles du commencement du printemps. Nous avons la possibilité de créer des réserves alimentaires et autres et de nous consacrer entièrement à l'œuvre d'un relèvement, lent mais continu, de la grosse industrie. Pour résoudre ce problème avec succès, il est nécessaire de trouver les formes de nos rapports

A L'ETRANGER.

France.

Riga 31 mai. — L'« Action Française » du 25 mai attaque violemment Briand et déclare que s'il est encore temps d'éviter la catastrophe il faut immédiatement appeler au pouvoir Clémenceau comme président du Conseil et Ministre de la Guerre avec Poincaré aux Affaires Etrangères.

Riga 31 mai. — Le « Temps » du 27 mai annonce l'arrivée à Rome de Jonnard, Ambassadeur extraordinaire de la République auprès du Vatican.

Le Sénat français approuve la politique de Briand.

Lyon, 1-er juin. (Radio). Au cours de la discussion au Sénat du budget des dépenses recouvrables sur l'Allemagne le sénateur Héry ayant attaqué les accords de Londres, Briand fut de nouveau amené mardi à monter à la tribune. Briand définit nettement sa politique de paix et d'action réfléchie. Il dénonça les dangers de la politique qui conduirait à déchirer le traité de Versailles et à isoler la France, dont il affirma les sentiments pacifiques. En terminant il affirma que la France surmonterait les difficultés présentes, si on ne la paralysait pas par des paroles de découragement. Le sénat approuva les déclarations du président du conseil par 269 voix contre 100.

Angleterre.

La grève des mineurs Anglais.

Londres, 31 mai. — Il s'est produit ce que tous les journaux nomment un « malentendu regrettable » à la suite des propositions faites par Lloyd George hier pour la solution du conflit houillier. Tous les journaux d'hier ont annoncé que Lloyd George avait déclaré à la conférence avec les représentants des mineurs que, dans le cas où le conflit ne serait pas résolu, il introduirait des mesures législatives pour rendre l'arbitrage obligatoire. Mais hier, à la Chambre des communes Lloyd George a nié catégoriquement avoir fait cette déclaration. En réponse à une interpellation à ce sujet, il dit: « L'éventualité selon laquelle on demanderait au parlement d'établir un système d'arbitrage obligatoire n'a pas même été envisagée. Les mots « arbitrage obligatoire » n'ont pas même été prononcés pendant toute la séance. Je ne sais pas d'où les journaux ont eu leur information ». Les journaux sont assez déçus de ce malentendu et émettent diverses hypothèses sur sa provenance. Le « Daily Express » dit que Lloyd-George ne fit qu'une plaisanterie sur la possibilité d'enfermer dans la même cellule Herbert Smith, le représentant des mineurs, et Lord Ganford, celui des propriétaires, dans le cas où le conflit continuerait. Mais, en attendant, les leaders des mineurs disent être sous l'impression

que Lloyd-George les avait menacés d'arbitrage obligatoire. Ainsi Hodges, dans un discours public prononcé hier, a énergiquement dénoncé cette déclaration, disant: « Nous sommes prêts à combattre éternellement toute tentative de nous faire faire ce que nous ne voulons pas. Nous ne pouvons consentir à accepter les décisions d'un arbitrage contraint. Nous préférons infiniment arriver à un accord volontaire avec les propriétaires des mines, même si, de cette manière, nous devions dériver de notre but primitif, plutôt que d'être contraints de faire quelque chose, même de meilleur ». En continuant, Hodges dit: « Les mineurs ne sont pas liés à des mots ou à une idée particulière. Ils veulent avoir des salaires et des conditions décentes, et j'espère que les propriétaires, auxquels nous ne voulons imposer de force aucun plan où ils ne devraient pas collaborer avec nous, voudront bien nous soumettre une autre solution, s'ils en ont une. Nous l'examinerons. Nous sommes toujours prêts à examiner n'importe quelle nouvelle proposition.

Nauen, 1er juin. (Radio). Les mineurs anglais ont repoussé à l'unanimité les propositions du gouvernement. Ils veulent conclure un accord direct avec les propriétaires des mines de charbon.

Allemagne.

La construction du nouveau gouvernement allemand est provisoirement terminée. Le chancelier Wirth a l'intention de rester à la tête du Ministère des Finances, pour diriger personnellement l'établissement du système fiscal qui permettra de faire aux Alliés les versements convenus. Les socialistes de la majorité, après la nomination de Rathenau au poste de ministre pour le rétablissement des contrées dévastées, ont refusé le quatrième portefeuille ministériel auquel ils avaient droit.

Le ministère des Finances a décidé de procéder à l'achat de l'or au prix du marché international, par l'intermédiaire de la banque Empire et du service postal.

Le « Danziger Zeitung » publie un appel de la section berlinoise de la Fédération des Cheminots protestant contre les menées de l'Orgesch en Haute-Silésie. Le manifeste constate que malgré les démentis du gouvernement allemand, l'Orgesch et d'autres organisations militaires continuent d'expédier des détachements en Haute-Silésie. Les corps de troupes et le matériel sont dirigés dans ce pays sous de fausses déclarations. Les ouvriers et les cheminots sont invités à arrêter ces transports par tous les moyens en leur pouvoir.

avec le paysan en tant que petit propriétaire. Et ici il n'y a pas d'autres formes que l'impôt alimentaire. Personne n'a rien présenté d'autre et il est difficile d'imaginer autre chose.

Maintenant il faut résoudre ce problème pratiquement, assurer la régularité de l'impôt alimentaire. Pour cela il faudra recourir aux mêmes méthodes que nous avons employées pour les réquisitions, mais les appliquer d'une façon plus équitable. Lors du système des réquisitions, il arrivait que dans certaines localités on réquisitionnait deux ou trois fois, cependant que dans d'autres localités où le blé était caché on ne parvenait pas à recueillir la norme. Il arrivait ainsi que le paysan honnête et consciencieux donnait davantage, tandis que le « koulak » et le fainéant échappaient à la réquisition. Par là toute possibilité de rapports économiques stables était annihilée. L'impôt alimentaire est une mesure égale appliquée à tout paysan et doit être recueilli par d'autres procédés.

Nous devons donner au paysan le moyen d'améliorer sa situation.

Le problème se pose ainsi devant les militants locaux: d'un côté faire rentrer l'impôt intégralement et d'un autre côté le faire rentrer dans le plus bref délai. La difficulté est encore augmentée du fait que la récolte de cette année viendra plus tôt et que nous risquons d'être en retard. C'est pourquoi il était important de hâter la convocation de la conférence. Il faut travailler pour préparer au plus vite l'appareil nécessaire à la rentrée régulière de l'impôt alimentaire. La rapidité avec laquelle l'opération sera exécutée assurera à l'Etat un fonds de réserves minimum de 240 millions de pouds

et stabilisera la condition des paysans. Tout retard constitue une gêne pour le paysan. La rentrée de l'impôt ne s'effectuera pas sans une certaine contrainte. Le paiement de l'impôt donnera l'exploitation agricole. Si l'opération dure plus longtemps qu'il ne faut, le paysan ne sera pas content il dira qu'on l'a trompé, puisqu'il n'aura pas la possibilité de disposer en temps utile de son surplus comme il l'entend. Il faut que l'impôt rentre rapidement et on doit y parvenir en réduisant au minimum la période qui va depuis la récolte jusqu'au paiement. C'est là un problème. L'autre problème consiste à favoriser le relèvement de la petite production dans les cadres du libre échange avec le paysan. Il faudra donner une certaine liberté au capitalisme qui croît sur le terrain de la petite propriété et du petit commerce. Ce capitalisme ne doit pas nous effrayer, nous n'avons pas à le craindre.

Dans les conjonctures économiques et politiques actuelles quand le prolétariat a entre ses mains toute la grosse industrie, il ne peut pas être question de dénationalisation. Nous sommes dans une complète misère et nous souffrons du manque total de produits. Dans ces conditions, croire que le capitalisme basé sur la petite production agricole constitue une menace, est ridicule. Craindre cette menace serait ne pas tenir compte de la corrélation des forces de notre économie. Ce serait aussi ne pas comprendre que l'économie agricole, en tant que petite exploitation, ne peut être stable sans une certaine liberté d'échange et certaines relations de caractère capitaliste qui en découlent.

De cela, camarades, nous devons nous

Haute-Silésie.

31 mai. — L'Etat-Major des insurgés annonce le 30 mai que malgré la déclaration faite par la Commission interalliée les Allemands ont recommencé d'attaquer sur le secteur nord du front, dans la région Borachov, Olesna et Bakhov. Sur les secteurs central et sud les Allemands bombardent à coups de canons et de mitrailleuses les positions polonaises.

Riga 31 mai. — Le « Temps » du 28 mai annonce qu'un détachement allemand commandé par le major anglais Keating et par le Général Hofer a repris Anneberg. Les autres journaux, en reproduisant cette information, annoncent en gros caractères la présence dans la région de Rybnik d'un major anglais à la tête d'un détachement allemand.

Berlin 30 mai. — Les insurgés polonais continuent d'attaquer en Haute-Silésie. De nombreuses localités sont bombardées par leur artillerie.

La soumission des insurgés en Haute-Silésie.

Lyon, 1-er juin. (Radio). Le correspondant du « Journal des Débats » apprend que les insurgés ont soumis officiellement à la commission interalliée un projet de pacification de la Haute-Silésie. Tandis que le colonel Doliwa, commandant les insurgés polonais, confirma d'une manière catégorique qu'il était prêt à replier ses forces dans les conditions que fixera la commission interalliée. Le général Hofer, chef des insurgés allemands, déclara que son honneur de soldat ne lui permettait pas de reculer et ajourna sa réponse définitive.

Le désarmement de l'Allemagne.

Nauen, 1-er juin. (Radio). La commission interalliée de contrôle militaire a reçu les listes demandées au sujet de la dissolution des organisations allemandes de protection. Sont compris dans la liste l'Ostpreussische Grenzwehr, l'Einwohnerwehr bavarois et l'Orgesch. En même temps le gouvernement allemand a transmis à la commission interalliée les raisons formulées par les gouvernements des Etats allemands intéressés contre la dissolution de ces organisations.

Pologne.

Au cabinet polonais.

Lyon, 1-er juin. (Radio). Le président du conseil Witos a retiré sa démission, mais la constitution du cabinet polonais demeure toujours difficile, car des difficultés subsistent pour un remplacement du prince Sapieha, ministre des affaires étrangères.

Pays Scandinaves.

La grève générale en Norvège.

Nauen, 1-er juin. (Radio). On apprend de Christiania que la grève générale en

Norvège ne serait pas praticable, vu le grand nombre de volontaires et d'autres ouvriers disponibles pour les travaux nécessaires.

Turquie.

Riga 31 mai. — Le « Temps » du 28 mai reproduit le texte du traité conclu à Londres le 13 mars entre Bekir-Sami et Sforza. Ce traité prévoit une collaboration économique italo-turque. L'Italie obtient un droit de priorité sur les concessions dans certains districts. Un groupe italo-turc reçoit une concession sur les mines de Héraclée. La participation des capitaux italiens peut atteindre 50%. Par contre le gouvernement italien s'engage à soutenir auprès des alliés toutes les exigences de la délégation turque, principalement en ce qui concerne la restitution de la Thrace et de Smyrne et promet formellement de rappeler les troupes italiennes se trouvant sur le territoire ottoman, et cela avant la ratification du traité. Toutes ces conditions entreront en vigueur conformément à une convention qui sera conclue entre les deux parties, immédiatement après la conclusion de la paix garantissant à la Turquie une existence indépendante.

Berlin 30 mai. — Le gouvernement français a refusé d'entendre le délégué des Kemalistes à Adana, Munir Bey, vu que les contre-propositions de Kemal ont été reconnues inacceptables. D'après le « Martin », les pourparlers entre le gouvernement français et les Kemalistes ne peuvent avoir lieu qu'à Paris.

Japon.

Tchita, 24 mai. — On annonce de Pékin qu'une conférence d'Etat sur la politique coloniale est réunie à Tokio et délibère dans le plus grand mystère. Les questions les plus importantes qui y sont débattues sont l'administration de la Corée, la situation des citoyens coréens à l'étranger, les voies ferrées coréennes, l'unification des organes administratifs en Mandchourie, la lutte contre la propagande bolchévique, l'administration des voies de communication de Mandchourie, le changement d'orientation politique à l'égard de la Chine, la question de Chang-Hai.

Tchita, 24 mai. — On annonce de Pékin qu'une conférence générale des princes Mongols a commencé le 16 mai. Plus de 100 princes étaient présents. La Conférence a décidé à l'unanimité de soutenir le gouvernement chinois qui exige de Khoutoukhta l'expulsion des contre-révolutionnaires russes.

Tchita, 21 mai. — Au Japon le nombre des ouvriers sans-travail en mars dépassa 74.000. En janvier et février il était seulement de 20.000

souvenir constamment. Notre tâche principale consistera à donner partout le maximum d'audace. Cela nous manque jusqu'à présent.

Nous n'avons pas de données concrètes quant à l'expérience du libre échange et du libre commerce faite déjà dans les différentes localités. Nous ne savons pas comment et dans quelle mesure on a réussi à relever et à développer quelque peu la petite industrie capable d'alléger la condition des paysans sans leur imposer de grands travaux exigés par la grosse industrie, travaux consistant dans le transport de grandes quantités d'approvisionnements, de combustible et de matières premières. En ce sens on fait certaines choses sur place. Il faut qu'au Congrès on profite réellement des expériences locales pour qu'en repartant chaque délégué puisse dire: voilà, sur mille exemples nous en avons trouvé un bon, il faudra tâcher de l'imiter. De ces bons exemples, ce n'est pas un pour mille que nous avons, mais beaucoup plus.

J'aurais voulu également dire deux mots de la possibilité de suppression du système des cartes pour passer à un ordre de choses où une entreprise donnée recevrait, proportionnellement à sa production, une certaine quantité de produits. Cette idée est fort belle, mais chez nous elle est devenue quelque chose de demi-fantastique. En réalité nous n'avons encore rien essayé dans ce sens. Nous n'avons pas un seul exemple montrant l'application de cette mesure dans un arrondissement ou une fabrique quelconque, même avec un nombre restreint d'ouvriers. Nous ne pouvons pas en prévoir les résultats. Et c'est là un grand défaut de tout notre travail. Nous devons répéter inlassablement qu'au lieu de nous occuper des questions générales, qui étaient à leur place en 1918, c'est-à-dire dans un temps déjà lointain, nous devons aujourd'hui reporter toute notre attention sur les questions pratiques. A nos Congrès nous devons chercher à ressortir les exemples de bonne administration et de tels exemples sont assez nombreux. Ils serviront de modèle aux autres qui s'efforceront d'imiter ce qui fut fait dans ces endroits rares et exceptionnels. Cela concerne le travail du congrès syndical, mais cela se rapporte aussi à tous les autres travaux d'approvisionnement, la préparation à la rentrée de l'impôt alimentaire, le commerce libre, etc... Dans quelques endroits peu nombreux certaines choses ont été faites en ce qui concerne ces travaux. C'est maintenant une grande tâche de mettre la plupart des localités au niveau du meilleur échantillon d'organisation qui nous ayons. Nous devons passer maintenant à l'étude pratique des expériences faites et stimuler les gouvernements, les arrondissements et les communes retardataires. Dans les Congrès le maximum d'attention ne doit pas être absorbé par l'étude des thèses générales et des programmes, mais par l'étude des expériences pratiques, par l'étude des exemples satisfaisants et plus que satisfaisants. Ces exemples, très rares mais réels cependant, doivent fouetter les endroits retardataires qui sont en plus grand nombre.

Voilà les observations auxquelles je dois me borner.

REVUE DE LA PRESSE ETRANGERE.

France.

Le Congrès administratif du Parti.

(2-ème journée).

Toute la séance du matin du 17 mai est consacrée à la lecture des articles des statuts qui ont été adoptés soit à l'unanimité, soit à une forte majorité.

Des questions aussi délicates que celles des obligations syndicales des adhérents au Parti et des rapports avec les Jeunesses ont été précisées en des termes qui ont donné satisfaction à tous les congressistes. Enfin le débat sur la propagande, si minutieux et presque technique, a témoigné que le Parti, se rendant compte des difficultés de sa tâche, était décidé à unir désormais la méthode et l'étude à l'enthousiasme.

La séance de l'après-midi est reprise à 15 heures sous la présidence de Marcel Cachin.

Le camarade Louis Kuntz vient dire ce qu'est la situation en Alsace-Lorraine:

"Les ouvriers alsaciens-lorrains ont salué le retour des pays annexés à la France, mais depuis ils se détachent de plus en plus de cette même France.

Les cléricaux forment un parti politique favorisé publiquement par le gouvernement. Il n'y a pas d'école laïque en Alsace-Lorraine. L'évêque de Strasbourg n'a-t-il pas déclaré récemment à Colmar qu'il faut "défendre l'enseignement religieux jusqu'au sang". En Alsace ce n'est pas le drapeau tricolore, symbole de la République, qui flotte, mais le drapeau jaune, symbole du pape".

Et Kuntz lit la proposition suivante, qui est adoptée par acclamations: Le Congrès du Parti communiste signale à l'indignation du prolétariat international le régime d'exception que la République Française continue d'infliger à l'Alsace et à la Lorraine. Il flétrit ce régime, qui pèse surtout sur les militants des organisations d'avant-garde soumises aux fantaisies et aux persécutions de l'administration, de la police et de la justice.

Il constate que la bourgeoisie française, non contente d'opprimer les ouvriers et les paysans d'Alsace-Lorraine par les forces du capitalisme et de l'Etat, s'efforce de dominer encore les malheureuses populations du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, par tous les moyens de pression du clergé, qui jouit de tous les privilèges et auquel on livre, avec l'école, les jeunes générations.

Le Congrès envoie son plus fraternel salut au camarade Altenbach, conseiller municipal de Mulhouse, férocement condamné par la Cour de Colmar à un an de prison, pour avoir simplement reproduit, dans le "Jeune révolutionnaire", un manifeste distribué dans toute la France et publié librement dans "L'Humanité". Il assure les Fédérations d'Alsace et de Lorraine de son entière solidarité et de tout son appui dans la campagne de vigoureuses protestations.

Le président, Marcel Cachin, dit alors: "Nos amis d'Alsace-Lorraine doivent savoir qu'il y a deux Frances: l'une cléricale et révolutionnaire, l'autre ouvrière et communiste. Mais il faut que le Comité directeur fasse de grands efforts de propagande pour enrayer le développement du courant réactionnaire en Alsace-Lorraine".

Le camarade Laporte, secrétaire politique de la Fédération des Jeunesses, dément l'information parue dans un journal socialiste disant que le Congrès des Jeunesses socialistes-communistes avait annoncé l'autonomie des Jeunesses.

"Il est vrai—dit Laporte—qu'il y a plus de six mois les Jeunesses ont proclamé leur autonomie au moment où le Parti socialiste prenait à tâche d'étouffer les velléités révolutionnaires du prolétariat.

Aujourd'hui, il n'y a qu'une action qui compte, c'est l'action communiste et il n'y a pas une idéologie spéciale pour les Jeunesses.

Il n'appartient pas aux Jeunesses de se prononcer contre les directives du Parti Communiste.

Puisque les Jeunesses et le Parti ont adhéré à la III-e Internationale, tous deux ont accepté les méthodes centralisatrices. Toutes les organisations communistes doivent s'incliner devant les décisions du Parti Communiste qui seul a le droit de commander.

Après l'action, les Jeunesses auront le libre droit de critique. Mais pendant l'action ne pas accepter les directives du Parti, ce serait le poignarder dans le dos.

Pour assurer les rapports les meilleurs entre la Fédération et le Parti nous demandons que deux membres du Comité national soient délégués au Comité Directeur et que deux membres du Comité Directeur soient délégués au Comité National des Jeunesses. Les deux délégations auraient voix délibérative".

Frossard remercie Laporte de ses déclarations et propose au Congrès d'adopter

le système de délégation réciproque, mais il ajoute: "Je pense que la déclaration de Laporte:

"Dans l'action, les Jeunesses se subordonnent au Parti" doit être incorporée à nos statuts. Que les camarades qui sont à la tête de la Fédération ne voient pas là une marque de méfiance. Il s'agit seulement de préciser clairement les rapports".

Auclair, du Comité National des Jeunesses, vient insister pour qu'on donne une place aux Jeunesses dans l'Humanité. Il ne pense pas d'ailleurs que l'on puisse insérer dans les statuts du Parti, la disposition suggérée par Frossard, le Congrès des Jeunesses s'étant séparé, les délégués de la Fédération n'ont pas mandat de se prononcer sur ce point.

Ferdinand Faure rappelle qu'il est entré au Parti "par la porte des Jeunesses" et il a pour celles-ci une particulière sympathie, mais il pense qu'elles doivent surtout se consacrer à l'étude.

"La fonction d'écolier maniant la férule, dit-il, me paraît impossible".

Chantereau est d'un avis différent de celui de F. Faure:

"Il y a des circonstances où on est contraint d'être professeur avant d'être élève".

Frossard indique qu'il est prudent, afin d'éviter des conflits futurs, de formuler, dans les statuts, l'accord présent.

Marcel Cachin, qui préside, intervient à ce moment pour assurer les Jeunes que l'Humanité est, en particulier, à leur disposition:

"Le journal ouvre ses colonnes aux jeunes. Cependant, —et je le dis pour tous les camarades— nous avons énormément de rubriques.

Tous les jours nous recevons la matière de trois Humanités et nous sommes forcés dans cette abondance de matières, qui d'ailleurs manifeste la vitalité du Parti— de faire un choix.

Mais nous ne voulons pas éliminer nos jeunes camarades. Et surtout au moment où 37 de ceux-ci sont dans les prisons nous nous employons afin que le mouvement des Jeunesses se manifeste dans les colonnes de l'Humanité. (Applaudissements).

Charles Rappoport appuie les demandes des Jeunesses:

"Ce n'est pas pour me rajeunir que j'interviens, dit-il, mais je ne suis pas d'accord avec Ferdinand Faure. On ne peut pas dire que la fonction des Jeunesses soit d'étudier seulement.

Les Jeunesses ont un rôle moteur. Si elles n'ont pas d'expérience, nous en avons souvent trop. Nous avons vu trop de choses. Nous avons trop de prudence. Nous avons grand dans une période où le principal c'était le recrutement et non l'act on.

Certes je ne suis pas pour l'institution de la hiérarchie. Il y a des choses qu'on ne peut acquérir que par l'étude.

Je n'étais pas d'accord pour dire aux conscrits avec les Jeunesses de la Seine: "Ne partez pas!" J'étais d'avis qu'on partirait "comme un pistolet bien dirigé". Mais j'aurais été fâché que la manifestation des Jeunesses ne se fût pas produite. Il est beau qu'après les tueries de la dernière guerre, ils aient eu, eux, le courage de dire: "Nous ne voulons pas partir!" (Applaudissements).

Laporte reprend la parole et il ajoute: "Nous acceptons entièrement la proposition de Frossard; mais le Congrès des Jeunesses n'en a pas délibéré. Nous souhaitons que le Congrès fasse confiance au Comité Directeur pour rédiger les articles relatifs aux Jeunesses".

Frossard trouve la proposition de Laporte judicieuse: et il propose en ces termes, au Congrès, de l'accepter:

"Le Congrès donne mission au Comité Directeur d'établir, d'accord avec le Conseil National de la Fédération des Jeunesses, et conformément aux déclarations de Laporte, les articles des statuts réglant les rapports des Jeunesses et du Parti".

Le Congrès consulté approuve unanimement cet avis.

Treint intervient à ce moment pour dire qu'au Comité Directeur—il n'y a jamais eu au sujet de l'action contre la guerre, "divergence doctrinale", mais "estimation différente des circonstances convenables pour engager l'action".

L'ordre du jour du Congrès est épuisé. En quelques phrases ardentes, Cachin note avec joie qu'il fut parfait de tenue, d'unité et d'enthousiasme.

"Le Parti est fort et uni plus que jamais. Il nous appartient de profiter de tous les événements pour servir notre travail de préparation révolutionnaire et nous tenir prêts à l'action". (Applaudissements).

Dans quelques jours va s'ouvrir à Moscou le troisième Congrès de la Troisième Internationale, termine Cachin. Assurons nous camarade de toute notre confiance et levons la dernière séance de ce Congrès au cri de: "Vive la Troisième Internationale, vive la République des Soviets et vive la Révolution Mondiale!"

Une longue acclamation s'éleva. Elec-

trisé, tout le Congrès entonne: l'"Internationale" et la sortie se fait lentement au rythme du chant révolutionnaire.

(„Humanité", du 17 Mai)

Le débat sur la politique extérieure.

Discours de Marcel Cachin.

"L'Europe, sortie des traités qui ont suivi la guerre, ne présente nulle part les garanties de tranquillité et de sécurité qu'on était en droit d'attendre d'une juste paix.

Il n'y pas un point de l'Europe où ne puisse naître, dans certaines conditions, hélas! prochaines, les conflits et la guerre.

Pourquoi en sommes-nous venus à cet état de précarité universelle? C'est que les cinq traités et les conférences des diplomates n'ont pas accompli l'œuvre que les peuples attendaient d'eux.

Dans une Europe balkanisée, on a donné la liberté à des petits peuples qui ne peuvent vivre que sous la sujétion des grands peuples. Aussitôt qu'il y a dans le sous-sol de l'un de ces petits pays du fer ou du charbon, ce sont les capitalistes internationaux rivaux qui se précipitent et suscitent les haines nationales que la presse universelle ne cesse d'exciter. Voilà votre Europe.

M. Tardieu a rappelé que M. Lloyd George avait pensé à associer la Russie à la conclusion de la paix. Mais est-il possible d'établir en Europe une paix à laquelle vous n'avez pas associé un peuple de 150 millions d'habitants? (Vifs applaudissements à l'extrême gauche).

Que va-t-il advenir, d'autre part, entre la France et l'Angleterre? Voici que nos alliances elles-mêmes semblent atteintes. On se demande si après des malentendus profonds on pourra parler de l'alliance franco-anglaise comme une garantie nécessaire de la paix.

En Novembre 1918, c'est le Maréchal Foch et le militarisme français qui n'a pas voulu désarmer complètement l'Allemagne. (Exclamations et bruit à droite).

M. Le Provost de Launay.—Que ferez-vous pour désarmer la Russie?

Cachin.—La Russie s'est armée pour repousser l'invasion des capitalistes français, qui voulaient l'assassiner, et elle a repoussé toutes vos tentatives.

Si vous êtes avec l'Angleterre et l'Italie, c'est un état de conflit latent que vous créez en Pologne. Et si vous accordez à celle-ci l'ensemble du district contesté, c'est l'Angleterre et l'Italie qui se dressent contre vous.

Vous ne pouvez établir une ligne qui satisfasse les peuples intéressés. Mais il y a en plus les intérêts des capitalistes internationaux. Ces convoitises d'hommes d'argent viennent compliquer un problème que les haines de race rendaient déjà presque insoluble".

La troisième question traitée à Londres a été celle des réparations. M. Briand a déclaré à Londres qu'il était poussé à accomplir l'occupation de la Ruhr "acte de violence qu'il n'a d'ailleurs pas accompli". Ne renoncera-t-il pas définitivement à cette occupation?

Cachin.—"Nous aurions dépensé des centaines de millions, mais comment aurions-nous pu les récupérer? Le problème se complique. L'Angleterre nous demande si même en présence des difficultés silésiennes, nous irons dans la Ruhr.

(Oui! Oui! vocifèrent à droite et au centre une centaine de voix).

Cachin.—"Le gouvernement a reculé le 1er mai devant cet acte. Il n'a agi qu'ensuite malgré les objurgations de certains".

Alors, questionne Cachin, pourquoi avez-vous mobilisé la classe 19?

Sous une grêle d'injures, Cachin prend crânement position:

"Vous l'avez mobilisée dans les conditions les pires, et aujourd'hui vous voyez votre erreur. Vous n'avez pas prévu les conditions de cette mobilisation. Vous n'avez pas prévu les conditions de cette mobilisation. Vous avez laissé dans un état d'incurie absolue, souvent sans nourriture (Exclamations et interruptions au centre et à droite), les hommes appelés: dans les casernes rien n'était préparé pour les recevoir. (Interruptions sur les mêmes bancs).

Ils ont protesté avec véhémence. Demain, leurs protestations continueront. Vous avez jeté en prison des jeunes gens généreux qui avaient joint leurs protestations aux leurs. (Interruptions à droite). N'attendez pas que nous les blâmons. (Interruptions et exclamations à droite et au centre).

Nous proclamons hautement que nous nous solidarisons complètement avec eux. (Vives interruptions sur les mêmes bancs.— Vifs applaudissements à l'extrême gauche.— Bruit).

(„Humanité" 21. 5. 21.)

Pourquoi le Congrès a-t-il été avancé?

demande la "Vie ouvrière" du 20 mai et elle répond:

"Il ne faut pas être sorcier pour le découvrir.

Tout d'abord parce qu'il ne fallait pas laisser à la minorité le temps de poursuivre sa propagande féconde. Brusquer la tenue du Congrès confédéral c'est empêcher que de nouvelles Unions départementales et quelques Fédérations ne passent dans nos rangs. Au moins c'est ce qu'on espère. Espoir qui risque fort d'être néanmoins trompé. Que décidera le Congrès du Bâtiment qui se tient en ce moment? Que décidera le Congrès des Cheminots qui se tiendra à la fin du mois? Dimanche à Metz, les mineurs révolutionnaires ne vont-ils pas enfin donner figure à leur minorité? Il est impossible de freiner les progrès du syndicalisme révolutionnaire; toutes les manœuvres y seront impuissantes.

En précipitant le Congrès confédéral, on vise en outre à bâcler les discussions, à faire prononcer les syndicats sur un rapport moral confédéral qui viendra tardivement, sera mal étudié et mal discuté, sur lequel les assemblées générales de syndicats ne pourront se prononcer en connaissance de cause.

Mais ce qui a passé plus lourd que tout dans la balance, c'est le besoin pour les dirigeants confédéraux de ne pas attendre le retour de la délégation syndicaliste révolutionnaire qui est partie à Moscou. On a eu peur rue Lafayette que nos "pélerins" à leur retour, ne créent dans le mouvement syndical un courant aussi puissant que celui que déchaîna le retour de Cachin et Frossard et provoqua le vote du Congrès de Tours, à une formidable majorité, en faveur de l'adhésion du Parti à l'Internationale Communiste.

Le Congrès de l'Internationale syndicale ouvrant le 1er juillet à Moscou, nos amis ne pourront être de retour à temps pour le Congrès confédéral. Ils ne pourront y apporter la lumière des débats qui se seront déroulés là-bas.

On cherche à faire de l'Internationale syndicale rouge tantôt un épouvantail et tantôt une risée. Elle est à la fois terrifiante et inexistante. Ceux qui l'auront vue de près auraient pu dire qu'elle n'est terrifiante que pour le capitalisme qui lui refuse tous passeports, alors qu'il les distribue généreusement aux partisans d'Amsterdam, et qui craint qu'elle ne réalise enfin une Internationale capable un 4 août 1914 de remplir son rôle révolutionnaire. Loin d'inspirer de l'effroi aux travailleurs, c'est vers elle qu'ils tendent les bras par le monde entier, la suppliant de se donner, en dépit des difficultés et des périls, une organisation définitive..."

Note à la Roumanie.

(du Commissariat du Peuple aux Affaires Etrangères).

Les Gouvernements de Russie et d'Ukraine sont d'accord pour qu'un torpilleur ou autre navire de guerre russe, ayant à bord la délégation russo-ukrainienne se rencontre dans les eaux du Liman ou du Dniestr avec la délégation roumaine, arrivant sur un navire roumain. Le président de la délégation russe et ukrainienne sera le membre du Collège du Commissariat du Peuple aux Affaires Etrangères d'Ukraine et son représentant à Odessa, le citoyen Jakovlev et les membres seront de l'état major Medel et de l'état major maritime Stepanov.

Le Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères de la R. S. F. S. R. Tchitcherine, Le Président du Conseil des Commissaires du Peuple et Commissaire du Peuple aux Affaires Etrangères de la R. S. S. U. Rakovsky Moscou 1-er Juin 1921.

Entre „Ukrainiens".

Berlin 30 mai.—Markotoun, président du "Comité National Ukrainien" à Paris a adressé au gouvernement français et à la Commission des réparations une protestation contre la remise demandée par le représentant de Petlura d'une somme de 5 milliards de marks se trouvant à Berlin, 200 millions de couronnes déposés à Vienne et 100 millions déposés à Budapest aux comptes de la Rada Centrale et de Skoropadski. Le Comité National Ukrainien déclare que ces sommes doivent être portées au compte de l'Ukraine et mises sous séquestre jusqu'à décision de la question des dettes russes.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.